



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° IC-22-076  
DE MISE EN DEMEURE**

**Société SIKA AUTOMOTIVE FRANCE à SAINT-OUEN-L'AUMONE**

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8, R.557-15-2 et R.557-15-3 ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 autorisant la société AXSON à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE – 15 rue de l'Equerre – ZI des Béthunes diverses installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°IC-18-044 du 22 mai 2018 actualisant le tableau de classement et imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société AXSON ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 22-135 du 19 septembre 2022 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise ;

**Vu** le courrier du 14 mai 2019 de la société SIKA AUTOMOTIVE FRANCE par lequel l'exploitant annonce un changement de dénomination sociale, la société AXSON devenant la société SIKA AUTOMOTIVE FRANCE ;

**Vu** le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 1<sup>er</sup> juillet 2022 élaboré suite à la visite d'inspection du 13 juin 2022 ;

**Vu** le courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2022 adressé à la société SIKA AUTOMOTIVE FRANCE par l'inspection des installations classées, transmettant le rapport et les constats de la visite d'inspection du 13 juin 2022 et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** les réponses formulées par l'exploitant par courrier du 18 juillet 2022, à la suite des constats relevés lors de la visite de l'inspection des installations classées du 13 juin 2022 ;

**Vu** le courrier du 26 août 2022 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France informant l'exploitant que la proposition de mise en demeure formulée dans le rapport du 1<sup>er</sup> juillet 2022 est confirmée pour trois des non-conformités relevées lors de la visite précitée ;

**Considérant** que le contrôle réalisé le 13 juin 2022 a permis à l'inspection des installations classées de constater neuf non-conformités dont trois (non-conformités n° 2 – 3 et 9) ont fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale ;

**Considérant** que les éléments de réponse et justificatifs apportés par l'exploitant par lettre du 18 juillet 2022 susvisée ont permis de lever les non-conformités n° 4 – 7 et 8 ; qu'il y a lieu de maintenir la proposition de mise en demeure pour les trois non-conformités suivantes :

- non-conformité n°1 : l'exploitant n'a pas transmis une étude de dangers révisée, contrairement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2018 ;
- non-conformité n°5 : l'exploitant n'a pas justifié de la mise en place en permanence d'un stockage inerte le long du mur séparant le bâtiment 4 et le bâtiment 5, contrairement aux dispositions de l'article 34.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 ;
- non-conformité n°6 : l'exploitant n'a justifié du report des alarmes en permanence vers une personne habilitée à intervenir et en capacité d'assurer une exploitation immédiate de l'information, contrairement aux dispositions de l'article 35.6 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 ;

**Considérant** que les non-conformités constatées sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en conséquence, il convient de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SIKA AUTOMOTIVE FRANCE de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2018 susvisé, ainsi que les dispositions de l'article 34.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société SIKA AUTOMOTIVE FRANCE est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE – 15 rue de l'Equerre – ZI des Béthunes, de respecter **dans un délai de deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2018 susvisé concernant l'étude de dangers.

L'exploitant devra transmettre une étude de dangers révisée concernant les installations exploitées.

- les dispositions de l'article 34.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006 concernant les aménagements spécifiques.

L'exploitant devra équiper de murs coupe feu deux heures, de portes intérieures coupe feu de degré une heure et de portes extérieures de degré pare flammes une heure les bâtiments 3, 4 et 5 dédiés au stockage de matières premières ou de produits finis qualifiés de permanents de murs coupe feu deux heures, de portes intérieures coupe feu de degré une heure et de portes extérieures de degré pare flammes une heure ;

**Article 2 :** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE - 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 322 - 95027 CERGY-PONTOISE CEDEX par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application «Télérécours citoyens» (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le - 8 DEC. 2022

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La secrétaire générale

Laetitia CESARI-GIORDANI

